

§ 5. De bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Gewestraad geschieden op de wijze bepaald in artikel 54, § 3, van de bijzondere wet.

De bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Raad geschieden op de volgende wijze :
« L'Assemblée de la Commission Communautaire française et nous, Collège, sanctionnons ce qui suit:
(decreet)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. »

§ 6. Na hun afkondiging worden de decreten van de Gewestraad en van de Raad met een Nederlandse vertaling bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 56 van de bijzondere wet is van toepassing op deze besluiten.

§ 7. De besluiten van de Waalse Regering en het College worden met een Nederlandse vertaling bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 84, 1^o, lid 2, 2^o, van de bijzondere wet is van toepassing op deze besluiten.

§ 8. Onverminderd de bepalingen van dit decreet, oefenen de Gewestraad en de Waalse regering alsook de Raad en het College hun bevoegdheden uit overeenkomstig de werkingsvoorschriften vastgesteld respectievelijk door of krachtens de bijzondere wet en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 juli 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

F. 93 — 2122

[C — 29379]

**5 JUILLET 1993 — Décret portant création
de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement
organisé par les pouvoirs publics**

Le Conseil de la Communauté française à adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Constitution, siège, objet et durée des sociétés

Article 1er. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1^o « Communauté » : la Communauté française;

2^o « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;

3^o « bâtiments scolaires » : les biens immeubles, bâtis ou non, hébergeant en tout ou en partie les établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement à l'exclusion de l'enseignement supérieur.

Art. 2. En vue d'optimiser l'administration des biens immeubles affectés à l'enseignement de la Communauté et à l'enseignement officiel subventionné, il est constitué six sociétés de droits publics dotées de la personnalité juridique et dénommées comme suit :

1^o la « Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois », dont le ressort territorial correspond à la Région de Bruxelles-Capitale;

2^o la « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant-Wallon », dont le ressort territorial correspond à l'arrondissement administratif de Nivelles;

3^o la « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut », dont le ressort territorial correspond à la province de Hainaut;

4^o la « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur », dont le ressort territorial correspond à la province de Namur;

5^o la « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège », dont le ressort territorial correspond à la province de Liège, à l'exception du territoire de la Région de langue allemande;

6^o la « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Luxembourg », dont le ressort territorial correspond à la province de Luxembourg.

Chaque société établit son siège social dans son ressort territorial.

Art. 3. § 1er. La société visée à l'article 2, 1^o, est créée conjointement avec la Commission communautaire française.

La majorité des voix au conseil d'administration est attribuée à la Commission communautaire française.

Session 1992 — 1993.

Documents du Conseil. — Nos 107 — n^o 1 : Projet de décret; n^o 2 : Rapport; nos 3 et 4 : Amendements.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 25 juin 1993.

§ 2. Les sociétés visées à l'article 2, 2^o à 6^o, sont créées conjointement avec la Région wallonne.

La majorité des voix au conseil d'administration est attribuée à la Région wallonne.

§ 3. Après leur constitution, les sociétés peuvent associer d'autres pouvoirs publics, notamment les provinces, et les communes situées dans leur ressort qui organisent un enseignement primaire ou secondaire.

En aucun cas, cette association ne peut avoir pour résultat que la Région wallonne ou la Commission communautaire française cesse de disposer de la majorité absolue des voix au conseil d'administration.

Art. 4. § 1er. Chacune des sociétés visées à l'article 2 a pour mission exclusive d'assurer, sans but de lucre, l'administration de bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, situés dans son ressort.

§ 2. A l'effet de remplir la mission générale prévue au § 1er, la Communauté transfère des bâtiments scolaires à chaque société, moyennant indemnité.

Le Gouvernement arrête la liste des bâtiments transférés visés à l'alinéa 1er et les modalités de leur transfert.

Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers, sans autre formalité, dès l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Toutefois, la Communauté reste seule tenue des obligations relatives aux biens transférés, en ce compris celles qui résultent de procédures judiciaires en cours ou à venir.

§ 3. La société ne peut aliéner que les biens qui cessent d'être nécessaires à l'hébergement des établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, et de l'accord, à la majorité absolue, des représentants du Gouvernement au Conseil d'administration.

§ 4. Chacune des sociétés peut également étendre sa mission à la gestion, à l'acquisition, à la construction, aux travaux de modernisation, d'agrandissement, d'aménagement et d'entretien des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné ainsi qu'au premier équipement de ceux-ci.

A cet effet, elle peut acquérir des bâtiments scolaires affectés à l'enseignement officiel subventionné.

Elle peut, en outre, assurer la gestion des bâtiments scolaires des provinces et des communes situés dans son ressort lorsque ces dernières lui en confient la gestion par convention.

§ 5. Les sociétés visées à l'article 2 peuvent accomplir toutes opérations se rattachant à leur objet.

Elles sont habilitées à contracter des emprunts, isolément ou conjointement.

Art. 5. A l'égard des biens visés à l'article 4, § 2, la Communauté assume les missions prévues par le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté, selon des modalités convenues entre le Gouvernement et chacune des sociétés, dans le respect de l'ensemble des dispositions du décret précité.

CHAPITRE II. — *Composition et fonctionnement*

Art. 6. § 1er. Chaque société est administrée par un conseil d'administration composé de treize membres, dont un président et un vice-président.

Les administrateurs sont désignés, chacun pour ce qui les concerne, par le Gouvernement, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française.

Ceux désignés par le Gouvernement wallon et par le Collège de la Commission communautaire française le sont en proportion des groupes politiques reconnus au sein, respectivement, du Conseil régional wallon et du groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, et, en tout cas, de manière à garantir au moins un représentant par groupe politique reconnu.

Le conseil d'administration est renouvelé entièrement au plus tard dans les six mois qui suivent le renouvellement intégral des assemblées dont ils émanent.

La gestion journalière peut être déléguée par le conseil d'administration.

§ 2. Sans préjudice de l'article 3, les statuts règlent l'attribution des voix aux divers associés sans que le nombre de voix attribuées à la Communauté soit inférieur à trois.

§ 3. La fonction d'administrateur est incompatible avec celle de membre d'un gouvernement communautaire ou régional ou du Collège de la Commission communautaire française.

§ 4. Les émoluments éventuels des administrateurs sont arrêtés conjointement :

1^o par le Gouvernement et le Collège dans le cas visé à l'article 2, 1^o;

2^o par le Gouvernement et le Gouvernement wallon dans les cas visés à l'article 2, 2^o à 6^o.

Art. 7. Dans le délai d'un mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement arrête les statuts de chacune des six sociétés, sur avis conforme du Collège de la Commission communautaire française dans le cas visé à l'article 2, 1^o, et du Gouvernement wallon dans les cas visés à l'article 2, 2^o à 6^o.

Les statuts comportent, au moins, les dispositions et mentions suivantes : -

1^o la désignation des associés;

2^o la dénomination de la société, conformément à l'article 3, alinéa 1er;

3^o l'indication du siège, fixé conformément à l'article 3, alinéa 2;

4^o l'objet, conformément à l'article 5;

5^o la désignation des personnes physiques autorisées à administrer, engager et représenter la société, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer sous le contrôle du conseil d'administration;

6^o le début et la fin de chaque exercice social;

7^o la durée du mandat des administrateurs et leur remplacement en cas de démission, de révocation et de décès;

8^o l'attribution des voix aux divers associés;

9^o la création et les modalités de fonctionnement, dans le cas d'association, de plus de trois des pouvoirs publics visés à l'article 3, § 3, d'un organe de représentation de ces derniers.

Le conseil d'administration de chacune des sociétés, statuant à la majorité absolue des membres présents et des représentants présents du Gouvernement, peut modifier les statuts.

Le Gouvernement approuve ces modifications sur avis conforme soit du Gouvernement wallon, soit du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE III. — *Contrôle et surveillance*

Art. 8. § 1er. Chaque société est soumise au pouvoir de contrôle de deux commissaires désignés respectivement :

1° par le Gouvernement et le Collège dans le cas visé à l'article 2, 1°;

2° par le Gouvernement et le Gouvernement wallon dans les cas visés à l'article 2, 2° à 6°.

Les commissaires assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration de la société et disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 2. Chacun des commissaires dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts et à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément aux statuts, auquel cas, le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par lettre recommandée.

§ 3. Chaque commissaire exerce son recours auprès du Gouvernement ou du Collège qui l'a désigné dans les conditions et selon les modalités fixées par ce dernier.

Lorsque le recours est exercé auprès du Gouvernement wallon ou du Collège, ce recours est notifié le même jour au Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler la décision sur avis conforme soit du Gouvernement wallon dans les cas visés à l'article 2, 2° à 6°, soit du Collège dans le cas visé à l'article 2, 1°, dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai prévu au § 2. Si passé ce délai, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation de la décision ou n'a pas reçu l'avis conforme soit du Collège, soit du Gouvernement wallon, la décision devient définitive.

§ 4. La décision d'annulation est motivée et notifiée à la société.

CHAPITRE IV. — *Budget et comptes*

Art. 9. Les ressources des sociétés créées en vertu de l'article 2 ou de l'article 11 sont notamment les suivantes :

1° des subventions accordées par les associés;

2° des recettes générées par la gestion du patrimoine;

3° des dons et des legs;

4° des emprunts.

Art. 10. Chaque année, dans le courant du premier trimestre, le conseil d'administration établit le budget.

L'année civile coïncide avec l'année budgétaire.

Il présente le budget pour approbation conjointe au Gouvernement et au Gouvernement wallon dans les cas des sociétés visées à l'article 2, 2° à 6°, et au Gouvernement et au Collège, dans les cas des sociétés visées à l'article 2, 1°, ainsi que, pour information, des situations périodiques et un rapport annuel des activités de la société.

Il dresse, pour le 30 avril au plus tard, les comptes annuels d'exécution de son budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée et propose au Gouvernement et au Gouvernement wallon dans les cas des sociétés visées à l'article 2, 2° à 6°, et au Gouvernement et au Collège dans le cas visé à l'article 2, 1°, qui les arrêtent conjointement, les comptes de la société.

Pour l'année budgétaire 1993, le budget est établi dans le courant du troisième trimestre et les comptes annuels de son exécution pour le 31 décembre.

CHAPITRE V. — *Dispositions particulières*

Art. 11. Seul un décret peut habilitier chaque société visée à l'article 2 aux fins de créer ou de s'associer à la création de sociétés de droit public dont la mission comprend, en tout cas, l'acquisition, la valorisation, l'entretien, la gestion et la réalisation, sans but de lucre, des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

Les ressorts des sociétés visées à l'alinéa 1er sont arrêtés par le Gouvernement. Ces ressorts sont entièrement contenus dans les limites territoriales fixées à l'article 2.

Les statuts des sociétés visées à l'alinéa 1er doivent être approuvés par le Gouvernement, de l'avis conforme, soit du Gouvernement wallon, soit du Collège de la Commission communautaire française.

Ils prévoient notamment que les sociétés ne peuvent aliéner que les biens qui cessent d'être nécessaires à l'hébergement des établissements scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux affectés à l'enseignement organisé par les pouvoirs publics.

Les provinces et les communes peuvent être associées à la constitution de ces sociétés.

Art. 12. Les sociétés créées par ou en vertu du présent décret peuvent, moyennant l'autorisation du Gouvernement, exproprier pour cause d'utilité publique conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 13. Par dérogation à l'article 5, § 4, point 2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté, les sommes perçues en contrepartie de la cession des bâtiments aux sociétés en vertu de l'article 5, § 2, sont imputées à un article prévu au budget des recettes de la Communauté.

Art. 14. L'article 8, § 1er, alinéa 1er, du décret de la Communauté française du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté est complété par les mots suivants :

« en ce compris les bâtiments dont l'administration incombe, en vertu de l'article 5, § 4, du décret de la Communauté française portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, à une des sociétés créée par ou en vertu du même décret ».

Dans l'article 11, § 3, du même décret, les mots suivants sont insérés entre le mot « officiels » et les mots « qui obtiennent » :

« ou les sociétés visées à l'article 8, § 1er, alinéa 1er, ».

Dans l'article 11, § 4, du même décret, les mots suivants sont insérés entre le mot « communal » et les mots « il s'élève » :

« et les sociétés visées à l'article 8, § 1er, alinéa 1er, ».

Dans l'article 11, § 5, du même décret, les mots suivants sont insérés entre les mots « pouvoir organisateur » et les mots « auprès d'un » :

« ou les sociétés visées à l'article 8, § 1er, alinéa 1er, ».

Dans l'article 11, § 6, du même décret, les mots suivants sont insérés entre les mots « pouvoir organisateur » et les mots « ne peut » :

« ou une des sociétés visées à l'article 8, § 1er, alinéa 1er, ».

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 juillet 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

N. 93 — 2122

[C — 29379]

5 JULI 1993. — **Decreet houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting, zetel, doel en duur van de maatschappijen*

Artikel 1. In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° « Gemeenschap » : de Franse Gemeenschap;

2° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° « schoolgebouwen » : de onroerende goederen die, al dan niet bebouwd, geheel of gedeeltelijk onderwijsinstellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra huisvesten, bestemd voor onderwijs met uitzondering van het hoger onderwijs.

Art. 2. Om het bestuur van de onroerende goederen bestemd voor onderwijs van de Gemeenschap en voor gesubsidieerd officieel onderwijs te optimaliseren, worden zes publiekrechtelijke maatschappijen met rechtspersoonlijkheid opgericht, die genoemd zijn als volgt :

1° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois » (Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheren van de Brusselse schoolgebouwen), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant-Wallon » (Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Waals Brabant), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met het administratief arrondissement Nijvel;

3° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut » (Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Henegouwen), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Henegouwen;

4° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur » (Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Namen), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Namen;

5° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège » (Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Luik), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Luik, met uitzondering van het grondgebied van het Duits taalgebied;

6° de « société publique d'administration des bâtiments scolaires de Luxembourg » (Publiekrechtelijke Maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen van Luxemburg), waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de provincie Luxemburg.

Elke maatschappij vestigt haar maatschappelijke zetel in haar ambtsgebied.

§ 1. De in artikel 2, 1° bedoelde maatschappij wordt gezamenlijk met de Franse Gemeenschapscommissie opgericht.

De meerderheid van stemmen in de raad van bestuur wordt toegekend aan de Franse Gemeenschapscommissie.

(1) *Zitting 1992-1993.*

Stukken van de Raad. — Nrs. 107 — nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 en 4 : Amendementen.
Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 juni 1993.

§ 2. De in artikel 2, 2^o tot 6^o bedoelde maatschappijen worden gezamenlijk met het Waalse Gewest opgericht. De meerderheid van stemmen in de raad van bestuur wordt toegekend aan het Waalse Gewest.

§ 3. Nadat ze zijn opgericht, kunnen de maatschappijen andere overheden in zich verenigen, inzonderheid de Provincie en de gemeenten in haar ambtsgebied die basisonderwijs of secundair onderwijs inrichten.

In geen enkel geval mag dit als gevolg hebben dat het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschapscommissie niet meer beschikken over de volstreekte meerderheid van stemmen in de raad van bestuur.

Art. 4. § 1. Elke van de in artikel 2 bedoelde maatschappijen heeft als enige opdracht het bestuur zonder winst oogmerk van de in haar ambtsgebied gelegen schoolgebouwen van het onderwijs ingericht door de overheid.

§ 2. Om de algemene opdracht vastgesteld in § 1 te vervullen, draagt de Gemeenschap de schoolgebouwen mits een vergoeding over aan iedere van de maatschappijen.

De Regering bepaalt bij besluit de lijst van de overgedragen gebouwen bedoeld in lid 1 en de voorwaarden van hun overdracht.

Elke overdracht wordt van rechtswege uitgevoerd. Zij kan zonder verdere formaliteit ingeroepen worden tegen derden van zodra het besluit bedoeld in lid 2 in werking treedt.

De Gemeenschap blijft evenwel als enige verantwoordelijk voor de verplichtingen met betrekking tot de overgedragen goederen, met inbegrip van deze die voortvloeien uit lopende of toekomstige gerechtelijke procedures.

§ 3. De maatschappij kan uitsluitend goederen vervreemden wanneer deze niet langer noodzakelijk zijn voor de huisvesting van onderwijsinstellingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra bestemd voor onderwijs ingericht door de overheid en mits de instemming van de vertegenwoordigers van de Regering in de raad van bestuur, die daarover met een volstreekte meerderheid hebben beslist.

§ 4. Elke van die maatschappijen kan haar opdracht eveneens uitbreiden tot beheer, verwerving, bouw, moderniserings-, uitbreidings-, geschiktmakings- en onderhoudswerken van de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs alsook tot de eerste uitrusting ervan.

Hiertoe kan zij schoolgebouwen verwerven die bestemd zijn voor het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Zij kan bovendien de schoolgebouwen van de provincies en gemeenten beheren die gelegen zijn in haar ambtsgebied, wanneer die haar het beheer ervan bij overeenkomst opdragen.

§ 5. De in artikel 2 bedoelde maatschappijen zijn gemachtigd alle verrichtingen uit te voeren, die betrekking hebben op hun doel.

Ze zijn ertoe gemachtigd, afzonderlijk of gezamenlijk, leningen aan te gaan.

Art. 5. Ten opzichte van de goederen bedoeld in artikel 4, § 2, neemt de Gemeenschap de opdrachten op zich, vastgesteld in het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs, op de wijze die tussen de Regering en elke maatschappij werd overeengekomen, met inachtneming van alle bepalingen van voormeld decreet.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling en werking

Art. 6. § 1. Elke maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur, bestaande uit dertien leden, onder wie een voorzitter en een ondervoorzitter.

De bestuurders worden ieder voor wat hem betreft aangewezen door de Regering, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De bestuurders aangewezen door de Waalse Regering en door het College van de Franse Gemeenschapscommissie verhouden zich in aantal tot de politieke fracties die respectievelijk erkend zijn binnen de Waalse Gewestraad en de Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en dit in ieder geval zodanig dat elke erkende politieke fractie minstens een vertegenwoordiger heeft.

De raad van bestuur wordt volledig opnieuw samengesteld uiterlijk binnen de zes maanden volgend op de integrale vernieuwing van de Raden.

Het dagelijks beheer kan overgedragen worden door de raad van bestuur.

§ 2. Onverminderd artikel 3, wordt de toekenning van de stemmen aan de verschillende partners in de statuten geregeld, zonder dat het aantal aan de Gemeenschap toegekende stemmen lager mag liggen dan drie.

§ 3. Het ambt van bestuurder is onverenigbaar met dat van lid van een Gemeenschaps- of Gewestregering of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 4. De eventuele emolumenten van de bestuurders worden gezamenlijk vastgesteld door :

1^o de Regering en het College, in het geval bedoeld in artikel 2, 1^o;

2^o de Regering en de Waalse Regering, in de gevallen bedoeld in artikel 2, 2^o tot 6^o.

Art. 7. Binnen een termijn van een maand vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet, stelt de Regering de statuten van elk van de zes maatschappijen vast, op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie in het geval bedoeld in artikel 2, 1^o, en van de Waalse Regering in de gevallen bedoeld in artikel 2, 2^o tot 6^o.

De statuten bevatten ten minste onderstaande bepalingen en vermeldingen :

1^o de aanwijzing van de partners;

2^o de naam van de maatschappij overeenkomstig artikel 2, lid 1;

3^o de aanduiding van de zetel, vastgesteld overeenkomstig artikel 2, lid 2;

4^o het doel, overeenkomstig artikel 4;

5^o de aanwijzing van de natuurlijke personen die ertoe gemachtigd zijn de maatschappij te besturen, haar verbintenissen te doen aangaan en haar te vertegenwoordigen, de omvang van hun bevoegdheid en de manier waarop deze wordt uitgeoefend onder het toezicht van de raad van bestuur;

6^o het begin en het einde van elk dienstjaar;

7^o de duur van het mandaat van de bestuurders en hun vervanging in geval van ontslag, afzetting en overlijden;

8^o de toekenning van de stemmen aan de verschillende partners;

9^o de oprichting en de werkingsvoorschriften in geval van vereniging van meer dan drie overheden bedoeld in artikel 3, § 3, met een orgaan dat die overheden vertegenwoordigt.

De raad van bestuur van elke maatschappij mag de statuten wijzigen, mits daartoe beslist wordt met een volstreekte meerderheid van de aanwezige leden en van de aanwezige vertegenwoordigers van de Regering.

De Regering keurt deze wijzigingen goed op eensluidend advies hetzij van de Waalse Regering, hetzij van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK III. — *Toezicht*

Art. 8. § 1. Elke maatschappij staat onder toezicht van twee commissarissen die respectievelijk worden aangewezen door :

- 1° de Regering en het College, in het in artikel 2, 1° bedoelde geval;
- 2° de Regering en de Waalse Regering in de in artikel 2, 2° tot 6° bedoelde gevallen.

De commissarissen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur van de maatschappij bij met raadgevende stem en hebben de ruimste bevoegdheden voor het vervullen van hun opdracht.

§ 2. Elke commissaris beschikt over een termijn van vier volle dagen om een met redenen omkleed beroep in te dienen tegen elke beslissing die hij tegenstrijdig acht met de wetgeving, de reglementering, de statuten en het algemeen belang. Het beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing wordt genomen, behalve indien de betrokken commissaris niet regelmatig werd uitgenodigd overeenkomstig de statuten; in dit geval loopt de termijn vanaf de dag waarop hem de beslissing per aangetekend schrijven werd bekendgemaakt.

§ 3. Elke commissaris gaat in beroep bij de Regering of het College waardoor hij werd aangewezen en dit onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die door hen werden vastgesteld.

Indien het beroep wordt aangetekend bij de Waalse Regering of bij het College, dan wordt dit nog dezelfde dag aan de Regering bekendgemaakt.

De Regering kan de beslissing vernietigen op eensluidend advies hetzij van de Waalse regering, in de gevallen bedoeld in artikel 2, 2° tot 6°, hetzij van het College, in het geval bedoeld in artikel 2, 1°, binnen een termijn van dertig dagen die op dezelfde dag ingaat als de in § 2 bedoelde termijn. Indien de Regering na het verstrijken van die termijn de vernietiging van de beslissing niet heeft uitgesproken of het eensluidend advies hetzij van het College, hetzij van de Waalse Regering, niet heeft ontvangen, dan wordt de beslissing definitief.

§ 4. De beslissing tot vernietiging wordt met redenen omkleed en wordt aan de maatschappij bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Begroting en rekeningen*

Art. 9. De middelen van de krachtens artikel 2 of artikel 11 opgerichte maatschappijen zijn inzonderheid de volgende :

- 1° toelagen toegekend door de partners;
- 2° ontvangsten uit het beheer van het patrimonium;
- 3° schenkingen en legaten;
- 4° leningen.

Art. 10. Jaarlijks maakt de raad van bestuur in de loop van het eerste trimester de begroting op.

Het kalenderjaar en het begrotingsjaar vallen samen.

Hij legt de begroting ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de Regering en de Waalse Regering voor de in artikel 2, 2° tot 6° bedoelde maatschappijen en aan de Regering en het College voor de in artikel 2, 1°, bedoelde maatschappij, alsook ter informatie de periodieke overzichten en een jaarverslag van de werkzaamheden van de maatschappij.

De raad van bestuur maakt uiterlijk voor 30 april de jaarrekeningen van de uitvoering van zijn begroting op alsook de staat van activa en passiva op 31 december van het betreffende jaar en dient de rekeningen van de maatschappij ter gezamenlijke beslissing in bij de Regering en de Waalse Regering voor de in artikel 2, 2° tot 6° bedoelde maatschappijen en bij de Regering en het College voor het in artikel 2, 1°, bedoelde geval.

Voor het begrotingsjaar 1993 worden de begroting in de loop van het derde trimester en de jaarrekeningen van haar uitvoering voor 31 december opgesteld.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 11. Alleen een decreet kan de in artikel 2 bedoelde maatschappijen individueel bevoegd verklaren tot het oprichten of het deelnemen in de oprichting van publiekrechtelijke maatschappijen met als opdracht in elk geval de verwerving, de waardering, het onderhoud, het beheer en de liquidatie zonder winst oogmerk van schoolgebouwen voor onderwijs ingericht door de overheid.

Het ambtsgebied van de maatschappijen bedoeld in lid 1 wordt vastgesteld door de Regering. Dit ambtsgebied wordt volledig vervat binnen de territoriale grenzen vastgesteld in artikel 2.

De statuten van de maatschappijen bedoeld in lid 1 moeten worden goedgekeurd door de Regering op eensluidend advies hetzij van de Waalse Regering, hetzij van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Ze bepalen inzonderheid dat de maatschappijen enkel de goederen kunnen vervreemden die niet langer noodzakelijk zijn voor de huisvesting van onderwijsinstellingen, internaten en psychomedisch-sociale centra bestemd voor onderwijs ingericht door de overheid.

De provincies en gemeenten kunnen bij de oprichting van deze maatschappijen betrokken worden.

Art. 12. De maatschappijen opgericht bij of krachtens dit decreet kunnen mits de toestemming van de Regering ontegenen ten algemene nutte, overeenkomstig de bepalingen in de wet van 26 juli 1962 met betrekking tot de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake de ontegeningen ten algemene nutte.

Art. 13. In afwijking van artikel 5, § 4, punt 2, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het nietuniversitair onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Gemeenschap, worden de bedragen die ontvangen worden bij het krachtens artikel 5, § 2, afstaan van de gebouwen aan de maatschappijen aangerekend op een artikel dat ingeschreven is op de ontvangstenbegroting van de Gemeenschap.

Art. 14. Artikel 8, § 1, lid 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het nietuniversitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Gemeenschap wordt, na de woorden « of internaten », aangevuld met de volgende woorden :

« met inbegrip van de gebouwen waarvan het beheer, krachtens artikel 5, § 4, van het decreet van de Gemeenschap houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs, opgedragen wordt aan één van de bij of krachtens hetzelfde decreet opgerichte maatschappijen. »

In artikel 11, § 3, van hetzelfde decreet, worden de volgende woorden tussen de woorden « officiële onderwijsinstellingen » en « die een toelage ontvangen » ingevoegd :

« of de in artikel 8, § 1, lid 1 bedoelde maatschappijen ».

In artikel 11, § 4, van hetzelfde decreet, worden de volgende woorden tussen de woorden « gemeentelijk net » en het woord « bedraagt » ingevoegd :

« en de in artikel 8, § 1, lid 1 bedoelde maatschappijen » ;

In artikel 11, § 5, van hetzelfde decreet, worden de volgende woorden ingevoegd tussen de woorden « inrichtende macht » en de woorden « aangegaan bij » :

« of de in artikel 8, § 1, lid 1 bedoelde maatschappijen » .

In artikel 11, § 6, van hetzelfde decreet, worden de volgende woorden ingevoegd tussen de woorden « Een inrichtende macht » en de woorden « mag slechts beroep doen » :

« of één van de in artikel 8, § 1, lid 1 bedoelde maatschappijen » .

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 15. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 juli 1993.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINK

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

F. 93 — 2123

[S-C — 29397]

19 JUILLET 1993. — Décret II attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret est adopté en application de l'article 59quinquies de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° « Communauté » : la Communauté française;
- 2° « Région » : la Région wallonne;
- 3° « Commission » : la Commission communautaire française;
- 4° « conseil communautaire » : le conseil de la Communauté française;
- 5° « conseil régional » : le conseil régional wallon;
- 6° « assemblée » : l'assemblée de la Commission;
- 7° « Gouvernement communautaire » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 8° « Gouvernement wallon » : le Gouvernement régional wallon;
- 9° « Collège » : le Collège de la Commission;
- 10° « loi spéciale » : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du ...;
- 11° « loi du 12 janvier 1989 » : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du ...
- 12° « loi de financement » : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du ...

Art. 3. La Région et la Commission, la première sur le territoire de la Région de langue française et la seconde sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

- 1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;
- 2° la tourisme, visé à l'article 4, 10°, de la loi spéciale;
- 3° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;
- 4° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;
- 5° le transport scolaire visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisé par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du transport scolaire; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport, la réglementation et la gestion de la cellule « Pacte scolaire » visée à l'article 11 de la loi du 15 juillet 1983 précitée;
- 6° la politique de santé, visée à l'article 5, § 1er, I, de la loi spéciale, à l'exception des hôpitaux universitaires, du Centre hospitalier de l'Université de Liège, de l'Académie royale de médecine de Belgique, de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), de l'Education sanitaire, des activités et services de médecine préventive et de l'Inspection médicale scolaire;

(1) Session 1992-1993 :

Documents du conseil. — Nos 108, n° 1 : Proposition de décret; n° 2 : Avis du conseil d'Etat; n° 3 : Rapport; n° 4 : Amendement.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 juillet 1993. — Adoption. Séance du 16 juillet 1993.